

Une sortie de gauche pour l'euro ?

Steffen Lehndorff

Chercheur à l'Institut Travail et qualification (IAQ) de l'université de Duisburg-Essen, Allemagne (<http://www.iaq.uni-due.de/personal/maseite.php?mid=005>)

On sait que la droite allemande est divisée à propos de l'euro. Aux élections de septembre 2013, il n'a manqué que très peu de voix à un parti « eurosceptique » pour entrer au Bundestag. Ce débat est animé dans les médias par quelques professeurs d'économie libéraux favorisés des journalistes, qui passent sous silence les avantages de l'Union monétaire pour l'industrie allemande (et depuis quelques années aussi pour le budget national allemand à cause des taux d'intérêt bas), mais qui dissertent plus volontiers sur les charges que les futures « actions de sauvetage » sont susceptibles d'entraîner pour ce budget. Jusqu'à présent, la véritable dimension de ce désaccord a été dissimulée, grâce à l'habileté tactique d'Angela Merkel. Avant tout parce que le mot d'ordre de la Chancelière : « Si l'euro échoue, l'Europe échoue aussi » a une très grande force de persuasion dans l'opinion publique allemande. Mais aussi parce qu'il est fondé sur de puissants intérêts politiques et économiques des élites allemandes¹. Malgré cela, les inquiétudes persistent au sein de la droite et elles devraient devenir plus fortes à mesure que s'approfondit la crise dans la zone euro.

On sait moins que dans la partie gauche du spectre politique allemand également, le débat sur la sortie de l'euro revient régulièrement à la surface. Bien que, dans cette discussion, il ne soit pas toujours très clair de ce dont il s'agit précisément : une dissolution de l'Union monétaire ? Ou « seulement » une sortie de la Grèce par exemple, ou une sortie de l'Allemagne (comme le demande George Soros qui, bien que n'étant pas lui-même un homme de gauche, apporte des arguments qui peuvent être partagés par la gauche mais pas par la

droite) ? Toutefois, une chose est certaine : la motivation déterminante des eurosceptiques de gauche n'est pas l'inquiétude pour « l'Allemagne » (plus précisément : l'économie allemande), mais pour le destin des pays qui souffrent le plus de la crise et, en définitive, pour l'avenir de l'Europe. Au contraire de la propagande de droite contre l'euro, le contenu du débat contradictoire à gauche pose des questions qu'il faut prendre très au sérieux et auxquelles il est très difficile de répondre ².

En consultant les contributions, qu'elles soient favorables ou défavorables à une sortie de gauche pour l'euro, on constate tout d'abord un accord fondamental dans l'analyse sur les méfaits de l'euro : l'Union monétaire a été dès le début une mauvaise construction, basée sur le dogme selon lequel le marché pouvait tout régler parfaitement et que l'État devait avant tout diminuer ses dépenses et ses dettes. Parmi les « eurosceptiques » de gauche, les économistes, tout au moins, n'excluent pas l'éventualité d'un échec de l'euro. Au contraire, ils le considèrent comme tout à fait possible, parce qu'une Union monétaire édictée sur les dogmes monétaristes et néolibéraux est susceptible de mener à des contradictions sociales et économiques croissantes entre les pays membres et en leur sein. Donc, si l'Union monétaire devait malgré tout survivre, cela ne pourra être que sous la forme d'une Union solidaire radicalement réformée, qui devrait être accompagnée d'une démocratisation radicale des institutions de l'UE.

Dans le débat sur une sortie de gauche pour l'euro, un large accord existe aussi à gauche dans la critique du comportement funeste des élites allemandes dans cette zone euro mal construite. À l'intérieur d'un espace monétaire commun (où cohabitent de « bons amis »), les économies nationales sont contraintes de se faire concurrence mutuellement, comme s'il s'agissait d'entreprises qui en cas d'échec économique pourraient disparaître du marché ou être reprises par des concurrents plus puissants. Or, c'est précisément le plus puissant de ces « bons amis », mais lui seul (!), qui baisse les salaires moyens dans son propre pays, qui fait dépendre sa propre économie de ses exportations, de plus en plus unilatéralement et d'une manière extrêmement profitable pour lui et qui, du fait de la quasi-stagnation du marché commun, enlève aux concurrents la possibilité de rétablir l'équilibre en augmentant leurs propres exportations vers l'Allemagne. *Faire des profits sans faire d'investissements* : quand la principale économie nationale fait de cette devise son modèle au sein d'une Union monétaire, celle-ci sautera tôt ou tard à la figure de ses membres. Pour retarder cet échec, on prescrira aux « grands malades » une potion appelée « paquet budgétaire » et « réformes structurelles », qui ne fera qu'aggraver le mal. Le cours catastrophique des diktats de la troïka, sous la pression massive exercée par le gouvernement allemand, provoque des dommages incommensurables dans les pays aujourd'hui en crise. En outre, en faisant des problèmes sociaux des problèmes nationaux, on soumet l'Europe à une force centrifuge et on oppose les pays et leurs habitants les uns aux autres ³.

Dans le débat sur la sortie de gauche pour l'euro, l'accord va peut-être encore un peu plus loin. Quand une observation impartiale montre qu'il y a un risque d'éclatement de l'Union monétaire, il est conseillé à ceux qui critiquent l'avis majoritaire d'imaginer différents scénarios possibles. Certains partisans de cette approche soulignent les risques énormes qu'une dissolution de l'euro entraînerait pour tous les pays concernés, non seulement l'économie allemande qui aurait le plus à perdre d'un échec de l'euro, mais aussi et surtout les pays aujourd'hui en crise. Précisément à cause de ces risques économiques, ils plaident pour une dissolution « ordonnée » et « contrôlée » de l'Union monétaire. Ils omettent toutefois de discuter de la façon dont les principaux acteurs européens pourraient être amenés à adopter une politique économique raisonnable, ce qui constituerait une révolution car il s'est avéré jusqu'ici impossible de les convaincre de changer leur politique dans le cadre de l'euro.

Last but not least, il y a accord aussi sur le fait que les scénarios de sortie de gauche pour l'euro n'ont rien à voir avec la démagogie anti-euro de la droite. Car, la droite est contre l'euro parce qu'il serait prétendument *mauvais pour l'Allemagne* (ce qui était jusqu'alors une affirmation absurde et non crédible, mais qui pourrait devenir réalité si le modèle « faire des profits sans investir » explosait). En revanche, quand la gauche met en discussion ou même propose la dissolution de l'euro, c'est parce que, selon elle, ce serait *bon pour d'autres pays et pour l'avenir de l'Europe* (et donc, à travers cela, finalement aussi pour l'Allemagne !). C'est une différence importante, qui pourrait cependant être gommée très vite si des hommes politiques de gauche prenaient ce train en marche.

Pour plus de clarté dans le débat à gauche sur une sortie de l'euro, il est donc important de ne pas se contenter d'imaginer des scénarios économiques. Il est tout aussi nécessaire de prévoir des scénarios politiques. Les gouvernements de pays tels que la Grèce, l'Espagne ou le Portugal ont été jusqu'alors les exécutants totalement consentants des diktats de la troïka, parce qu'ils n'ont pas la force d'imposer par eux-mêmes à leurs populations les programmes néolibéraux créateurs de misère. Mais que se passerait-il si, un jour, ils se mettaient subitement à appuyer sur la pédale de frein, parce qu'ils seraient dépassés par les problèmes sociaux et politiques dans leurs pays ? Que se passerait-il s'ils sortaient de l'euro par l'issue de secours ? Bien entendu, il ne s'agirait pas alors d'une sortie de gauche. Les énormes conséquences sociales et économiques d'une dévaluation et d'une décote de la dette massives, qui font l'accord chez les économistes critiques, seraient alors imposées aux populations de ces pays, tout comme le sont actuellement les conséquences des diktats de la troïka. Mais, dans ce cas, la faute serait imputée aux « marchés » et non à Madame Merkel. La politique néolibérale existait déjà avant l'euro et elle pourra être poursuivie après une sortie de l'euro. L'euro n'est pas à

l'origine de cette politique destructrice mais, dans sa construction actuelle, il est un mécanisme qui lui est fort utile.

Ces réflexions montrent que le débat à gauche sur une sortie de l'euro est une discussion sans destinataire. Quels acteurs sociaux et politiques devraient être interpellés ? S'agit-il d'un autre bon conseil venu d'Allemagne pour montrer le bon chemin, de gauche cette fois, aux Européens et Européennes du Sud que l'on veut secouer ? Avec un message implicite : nous, la gauche allemande, sommes désolés d'être trop faibles pour forcer notre gouvernement à changer sa politique, donc sauve qui peut ! Il reste à prouver que de telles déclarations de capitulation sont ressenties comme une aide par leurs destinataires d'Europe du Sud. Jusqu'alors, ceux-ci avaient majoritairement d'autres préoccupations et, en premier lieu, celle de stopper les politiques catastrophiques d'austérité et de destruction des systèmes sociaux qui leur sont imposées par la troïka et leurs propres gouvernements afin de pouvoir respirer pour imposer la réorientation nécessaire du développement économique, social et économique – et donc des réformes qui méritent leur nom. Pour le moment, de telles réformes sont aussi difficiles à envisager sans l'euro qu'avec l'euro (sans même évoquer leur application). En tout cas, c'est la question devant laquelle les forces de gauche sont placées aujourd'hui dans les pays « en crise ». Ce sont elles, et non la gauche allemande, qui doivent décider, au moment opportun, si un dépassement des orientations économiques dominées par le néolibéralisme passe, dans leur pays, par une sortie de l'euro. D'ici là, elles doivent avancer jusqu'à se trouver dans la pratique face à ce dilemme.

Pour poursuivre la réflexion : dans l'hypothèse où, dans l'un des pays en crise, de nouvelles coalitions de gauche remporteraient une victoire électorale leur permettant de décider de la politique gouvernementale, quelle devrait être leur première action ? Sortir de l'euro ? Sans doute non. Comme elles savent à quel point les élites allemandes sont intéressées par la poursuite de l'Union monétaire, elles refuseraient les diktats de la troïka et exigeraient de nouvelles négociations – comme la direction du parti grec Syriza l'a annoncé dès aujourd'hui, au cas où elle remporterait les futures élections.

La grande question qui se pose est de savoir si, dans une telle situation conflictuelle, il existe une chance pour que le pays concerné soit gagnant. La réponse à cette question n'émergera probablement que du conflit lui-même, s'il a lieu. Si un gouvernement progressiste dans un pays en crise entrevoyait une telle éventualité et tentait, avec détermination et le soutien de la population de ce pays, de la saisir, alors les Merkel, les Rehn et les Draghi se trouveraient devant une décision très difficile. Il leur reviendrait d'empêcher, en renégociant les conditions de crédit, une sortie du pays concerné de la zone euro, sortie qui pourrait avoir pour conséquence l'éclatement de l'Union monétaire suite à une réaction en chaîne. La gauche allemande aurait alors la responsabi-

lité de participer à la solidarité avec le pays concerné, afin de rendre possible la relance sociale et économique en restant dans l'Union monétaire.

Bien entendu, il est tout à fait possible que les gouvernements progressistes de pays en crise, et les forces européennes solidaires avec eux, ne sortent pas vainqueurs d'un tel conflit. Si, dans un tel cas, l'Union monétaire éclatait, la responsabilité incomberait à ceux qui dominent aujourd'hui l'UE. Mais si, aujourd'hui, la gauche allemande, avant même de tels conflits, exige la dissolution de l'euro, alors elle se résigne à chausser les bottes des dominants !

Si l'euro échouait à cause du dogmatisme néolibéral de la Commission européenne et du gouvernement fédéral allemand – et *seulement dans ce cas* – il reviendrait à la gauche de faire des propositions pour *limiter* les dommages. D'ici là, toute son attention devrait aller à la façon de *réparer* les dommages. Il s'agit de réorienter la politique au niveau de l'UE et aussi au niveau de l'Allemagne sur le pacte budgétaire et le frein à l'endettement, sur les réformes fiscales en Allemagne et les réformes les plus urgentes sur le marché du travail allemand, pour que la redistribution de bas en haut cesse et pour s'attaquer ainsi à la racine de ce mal qui est devenu un problème pour toute la zone euro. L'Allemagne a besoin de ces réformes, dans tous les cas : avec ou sans l'euro.

Tout succès dans l'un de ces domaines serait un acte de solidarité hautement efficace à l'égard des habitants du sud de l'Europe. De tels progrès amélioreraient aussi les conditions requises pour imposer l'abandon du néolibéralisme en Europe, *avec l'aide* d'une Union monétaire et d'institutions européennes réformées. Cela peut sembler totalement irréaliste. Mais si cela ne réussit pas, les mêmes travaux d'Hercule devront être entrepris dans les conditions d'une nouvelle *désintégration* de l'Europe. Cela ne faciliterait pas les choses. Des cours de change flexibles ne permettront pas, à eux seuls, de dépasser le néolibéralisme. ■

Notes

- 1) Sur les intérêts économiques voir : Fondation Bertelsmann (2013), ainsi que la très originale « Facture des scénarios de la Bank of America », Merrill Lynch (Woo/Vamvakidis 2012).
- 2) Des contributions remarquables à cette discussion faites par des « eurosceptiques » progressistes émanent de Scharpf (2011), Streeck (2013) et Flassbeck/Lapavitsas (2013). Des réponses critiques à ces textes ont été publiées entre autres par Habermas (2013), Altwater (2013) et Troost (2013).
- 3) Nous avons analysé l'effet de ces forces centrifuges, en prenant pour exemple dix pays européens (Lehndorff 2012).